

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 août 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "portant création d'un Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 4 décembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 augustus 1991 door de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van een Brusselse Hoofdstedelijke economische en sociale Raad", heeft op 4 december 1991 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat, section de législation, a été saisi le 29 juillet 1991 d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance ayant le même objet que le présent projet. L'avis n'avait pas pu être donné pour la raison que le projet n'était pas en état d'être soumis à l'avis du Conseil d'Etat, faute d'avoir reçu l'accord du Ministre du Budget.

Cet accord a été communiqué au Conseil d'Etat le 2 octobre 1991.

*

DISPOSITIF.

Article 2.

Par sa lettre du 29 octobre 1991, le Ministre Président a fait savoir au Conseil d'Etat que :

"... le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale est doté de la personnalité juridique".

Cette intention doit être exprimée dans le texte de l'article 2, qui pourrait être rédigé comme suit :

"Il est créé, sous l'appellation "Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale", un établissement public, doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé "le Conseil".

.../...

Article 3.

1. Le texte reste en défaut de préciser les critères de répartition des mandats attribués à chacune des organisations représentatives (1).

2. Il faudrait préciser ce que l'auteur du projet entend par "personnalités représentatives des organisations qui les présentent". S'il faut entendre par ces termes des personnes qui exercent leurs activités dans la Région de Bruxelles-Capitale, il y a lieu de l'écrire expressément.

3. Le texte néerlandais du paragraphe 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. A la fin du paragraphe 4, mieux vaut écrire "... membre du Conseil de l'aide sociale".

Article 4.

(1) Voyez l'article 2, § 2, du décret du Conseil régional wallon du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne, et l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1988 portant création d'un Conseil économique et social régional bruxellois.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, qui prévoit que "le Président de l'Exécutif ... préside le Conseil", est contraire à l'autonomie de la personne juridique que le projet tend à créer et ne se concilie pas non plus avec la mission qui sera celle du Conseil économique et social, à savoir de donner des avis au même Exécutif.

La même observation vaut pour le paragraphe 5.

Les paragraphes 1er et 5 doivent donc être revus.

2. Le paragraphe 3 doit être rédigé comme suit :

"L'un des vice-présidents est d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise".

3. Le texte néerlandais des paragraphes 4 et 5 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Les mots "groupe linguistique" ont une signification juridique précise. La notion de "groupe linguistique" est réservée aux groupes de mandataires politiques qui sont constitués, soit dans les Chambres législatives (Constitution, article 32bis), soit dans le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (loi du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, article 71, § 1er).

.../...

Le texte doit établir des critères d'appartenance linguistique, par exemple la mention, dans la liste de présentation des candidats, de l'expression linguistique de chacun de ceux-ci ou la langue utilisée pour l'établissement de la carte d'identité.

L'article 5 doit être revu.

Article 6.

Dans le paragraphe 1er, la division doit se faire par 1° et 2° et non par des tirets.

Cette observation vaut également pour l'article 7, § 1er.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, la deuxième phrase serait mieux rédigée ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dans la dernière phrase du même texte, il y a lieu de remplacer le mot "uitgave" par le mot "bekendmaking".

.../...

Article 7.

1. Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, il faut écrire "transmis" au lieu de "rendus".

Dans le texte sous le premier tiret, devenant 1°, la double conjonction "et/ou", qui est incorrecte, doit être remplacée par "et".

Au deuxième tiret, devenant 2°, le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français de la deuxième phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 2. Les mots "... die met redenen wordt omkleed ..." ne se trouvent pas dans le texte français.

La troisième phrase du paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigée comme suit : "Si l'avis n'est pas communiqué dans les délais précités, il est passé outre".

3. Au paragraphe 3, mieux vaut écrire "les différents points de vue exposés en son sein".

4. Le paragraphe 4, en ce qu'il prévoit que "l'Exécutif ... peut étendre par arrêté la compétence consultative du Conseil", est contraire au principe de spécialité des personnes morales ainsi qu'à l'autonomie dont celles-ci bénéficient dans

.../...

l'exercice de leur activité. A défaut d'une habilitation particulière dans la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, seule une ordonnance pourrait étendre la mission d'une personne morale.

Il s'y ajoute que les compétences du Conseil, telles qu'elles sont prévues, sont à ce point larges que l'on n'aperçoit pas comment elles pourraient encore être étendues.

Article 8.

Suivant l'article 8, le Conseil est l'organe de concertation entre les interlocuteurs sociaux et l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil ne peut pas être le lieu où s'organise une concertation, parce que l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale n'en fait pas partie.

Il vaudrait mieux écrire comme dans l'article 5 du décret du Conseil régional wallon du 25 mai 1983 précité et dans

.../...

l'article 7 de l'arrêté royal du 27 juillet 1988 précité : "Le Conseil organise la concertation ..." (1).

(1) Voyez également l'observation n° 1 formulée au sujet de l'article 4.

Article 9.

1. Le principe de légalité qui régit la création et le fonctionnement des personnes morales de droit public requiert que l'ordonnance fixe elle-même les organes par lesquels la personne morale assure sa mission; la disposition sous le 2° est contraire à ce principe. De plus, la délégation de compétence prévue au paragraphe 1er, 6°, est à ce point vague qu'elle porte atteinte aux prérogatives du Conseil régional.

2. Les références faites dans le paragraphe 1er, 10°, à l'article 3, § 5, et à l'article 11 sont la première erronée et la seconde imprécise. De l'accord du délégué de l'Exécutif, elles doivent être remplacées par les références à l'article 3, § 6, et à l'article 11, § 4. De plus, les mots "conformément aux" doivent être remplacés par les mots "en vertu des".

3. En ce qui concerne le 11°, il est renvoyé à l'observation formulée au sujet de l'article 10.

4. Quant au paragraphe 1er, 12°, l'auteur du projet a fourni les explications ci-après :

"Le personnel du Conseil économique et social fera partie de la future administration bruxelloise en cours de restructuration.

La notion d'encadrement administratif doit donc être comprise dans un sens restreint, dans la mesure où

.../...

les conditions de nomination et de promotion dépendront de l'administration régionale. Toutefois, la direction sur le personnel en terme d'organisation du travail, pourra être arrêtée par le Conseil, dans son règlement organique. Il s'agit notamment des horaires, des définitions des missions, des affectations".

Ce texte ne concorde pas avec le texte de la disposition sous 12°, ni avec le commentaire qui en est donné.

S'il faut entendre le texte à la lumière des explications fournies par l'auteur du projet, la disposition sous 12° est contraire à l'autonomie de gestion d'une personne morale. Si le Conseil économique et social doit disposer d'un personnel propre, l'ordonnance pourrait attribuer à l'Exécutif le pouvoir de fixer le statut administratif et le statut pécuniaire ainsi que le cadre organique de ce personnel.

Il s'ensuit que l'article doit être revu, spécialement les textes sous 2°, 6°, 9°, 10° à 12°.

Article 10.

Cette disposition a été commentée comme suit par l'auteur du projet :

"Il s'agit de créer un observatoire permanent, dont la mission consiste à repérer les entreprises bruxelloises qui sont sur le point de déplacer leur siège d'exploitation, avec toutes les conséquences qu'un tel départ est susceptible de créer sur l'emploi bruxellois.

C'est donc bien le siège d'exploitation qui est visé.

La Commission instaurée devra informer l'Exécutif bruxellois et formuler toutes propositions de nature à

.../...

maintenir l'activité de l'entreprise dans la Région de Bruxelles-Capitale.

L'éventail des mesures que l'Exécutif pourra prendre, soit sur proposition du Conseil, soit d'initiative, est extrêmement large.

Sont notamment visés :

- l'octroi de subsides à l'investissement dans le cadre des lois d'expansion économique;
- la mise à disposition de terrains industriels, par bail emphytéotique à canon modéré à l'intervention de la S.D.R.B.;
- tout mode d'aide directe ou indirecte de la Région dans le cadre de la législation en matière d'expansion économique.

Cette commission aura en quelque sorte le double rôle d'antenne pour les pouvoirs publics et d'intermédiaire entre ceux-ci et les entreprises".

Ces intentions seraient mieux exprimées comme suit :

.../...

"Le Conseil institue en son sein une commission permanente dénommée "... (1); il en fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

La commission a pour mission d'informer le Conseil et l'Exécutif des projets de transfert de sièges d'exploitation d'entreprises situés dans la Région de Bruxelles-Capitale en dehors de la région; la commission formule à l'intention de l'Exécutif des propositions de nature à éviter pareilles opérations et sert d'intermédiaire, à cette même fin, entre les autorités publiques et les entreprises concernées".

Article 11.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Elles sont composées de douze membres, chaque catégorie visée à l'article 3, § 1er, étant paritairement représentée".

Article 12 (nouveau).

Pour traduire les intentions exprimées par l'auteur du projet dans sa lettre du 29 octobre 1991, il convient d'insérer un article réglant la manière dont la personne morale est représentée en justice.

(1) L'expression "du suivi des entreprises bruxelloises en voie de délocalisation" est à bannir.
Le mot "délocalisation" ne fait d'ailleurs pas partie du lexique.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 12. Le président représente le Conseil dans les actes judiciaires et extrajudiciaires. Les actions du Conseil, en demandant ou en défendant, sont exercées au nom du bureau, poursuites et diligences du président. Celui-ci intente les actions en référé et les actions possessoires : il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription".

Article 14 (nouveau).

Il convient d'insérer un article rédigé comme suit :

"Art. 14. L'arrêté royal du 27 juillet 1988 portant création d'un Conseil économique et social régional bruxellois, est abrogé".

OBSERVATION FINALE.

Dans le présent avis, le Conseil d'Etat a été amené à constater que diverses dispositions de l'ordonnance en projet ne s'accordent guère voire paraissent en contradiction avec les principes régissant la personnalité juridique que les auteurs du projet entendent conférer au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale. Il a été ainsi observé que les principes de légalité, de spécialité et d'autonomie de la personne morale font obstacle à la désignation d'un président en dehors du Conseil (article 4), à l'extension par arrêté des compétences attribuées au Conseil (article 7, § 4), à la détermination par un règlement organique des organes par lesquels le Conseil assure ses missions (article 9, § 1er, 2°) ainsi qu'à l'exclusion de tout engagement par le Conseil d'un personnel administratif propre

.../...

(commentaire de l'auteur du projet à propos de l'article 9, § 1er, 12°).

Ces objections pourraient disparaître si le Conseil dont la création est projetée, cessant d'être envisagé comme une personne juridique distincte, prenait la forme d'un organe collatéral de consultation instauré auprès du Conseil ou de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Sans porter atteinte à l'indépendance fonctionnelle et à l'exercice des missions de consultation, d'avis, d'étude ou de concertation du Conseil, l'absence de personnalité juridique supprimerait en effet les obstacles que le respect des principes de la personnalité juridique soulève en l'espèce.

La création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale en tant qu'organe collatéral dépourvu de personnalité juridique entraînerait bien entendu cette conséquence que plusieurs dispositions du projet devraient être revues. Ainsi conviendrait-il de supprimer toute référence à l'exercice des actions en justice. De même la dotation annuelle visée à l'article 12 devrait-elle apparaître comme un simple article du budget de la Région n'impliquant aucun transfert de propriété au profit du Conseil.

.../...

De Raad van State, afdeling wetgeving, is op 29 juli 1991 om advies gevraagd over een ontwerp van ordonnantie met hetzelfde onderwerp als het onderhavige ontwerp. De Raad had toen geen advies kunnen uitbrengen omdat het ontwerp niet in zoverre gereed was dat het ter fine van advies aan de Raad van State kon worden voorgelegd, daar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting niet was verkregen.

Die akkoordbevinding is op 2 oktober 1991 toegezonden aan de Raad van State.

*

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Met zijn brief van 29 oktober 1991 heeft de Minister-Voorzitter de Raad van State meegedeeld dat de Brusselse Hoofdstedelijke Economische en Sociale Raad rechtspersoonlijkheid bezit.

Die bedoeling moet tot uiting komen in de tekst van artikel 2, die als volgt zou kunnen worden gesteld :

"Er wordt, onder de benaming "Brusselse Hoofdstedelijke Economische en Sociale Raad" een openbare instelling opgericht met rechtspersoonlijkheid, hierna "de Raad" te noemen.

Artikel 3.

1. In de tekst worden de criteria niet aangegeven voor de verdeling van de aan elk van de representatieve organisaties verleende mandaten (1).

2. Er zou nader moeten worden bepaald wat de steller van het ontwerp verstaat onder "representatief voor de organisaties die ze voordragen". Indien met die woorden personen worden bedoeld die hun activiteiten uitoefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, dient dit uitdrukkelijk te worden geschreven.

3. Paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"Het mandaat van de leden van de Raad duurt vier jaar en is hernieuwbaar".

4. Aan het slot van paragraaf 4 zou het beter zijn te schrijven "... of van dat van lid van de raad voor maatschappelijk welzijn".

(1) Zie artikel 2, § 2, van het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest en artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 27 juli 1988 tot oprichting van een Brusselse Gewestelijke Economische en Sociale Raad.

Artikel 4.

1. Paragraaf 1, eerste lid, waarin wordt bepaald dat de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve de Raad voorziet, is strijdig met de autonomie van de rechtspersoon die het ontwerp beoogt op te richten en verdraagt zich evenmin met de opdracht die de Economische en Sociale Raad zal hebben, namelijk adviezen te verstrekken aan dezelfde Executieve.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 5.

De paragrafen 1 en 5 moeten dus worden herzien.

2. Paragraaf 3 moet als volgt worden gesteld :

"Eén van de ondervoorzitters is Nederlandstalig, de andere Franstalig".

3. Paragraaf 4 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 4. Elke ondervoorzitter zit beurtelings de sociale en de economische Kamer voor, bedoeld in artikel 11 van deze ordonnantie".

4. In paragraaf 5 schrijve men : "De Raad stelt een uit leden bestaand bureau samen dat ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 5.

Het woord "taalgroepen" heeft een nauwkeurige juridische betekenis. Het begrip "taalgroep" is bestemd voor de groepen van politieke gezagsdragers die ofwel in de Wetgevende Kamers worden gevormd (Grondwet, artikel 32bis), ofwel in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 71, § 1).

In de tekst moet worden vastgesteld op grond van welke criteria men volgens de taal wordt ingedeeld, bijvoorbeeld het vermelden, in de voordracht van de kandidaten, van de taal waarvan elk van die kandidaten zich bedient of van de taal die is gebruikt bij het opmaken van de identiteitskaart.

Artikel 5 moet worden herzien.

Artikel 6.

In paragraaf 1 moet de indeling geschieden met 1° en 2° en niet met streepjes.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 7, § 1.

In paragraaf 2 zou de tweede zin beter als volgt worden gesteld : "Dit jaarlijkse verslag wordt bekendgemaakt en toegezonden aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad".

.../...

In de laatste zin vervange men het woord "uitgave" door het woord "bekendmaking".

Artikel 7.

1. In de inleidende volzin van paragraaf 1 schrijve men "toegezonden" in plaats van "overgemaakt".

In de tekst na het eerste streepje, dat 1° wordt, moet het dubbele voegwoord "en/of", dat onjuist is, vervangen worden door "en".

De tekst na het tweede streepje, dat 2° wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

" - die tot ... behoren en waarvoor voorzien is in een samenwerkings-, overleg- of adviesprocedure met het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

2. Er is gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van de tweede volzin van het tweede lid van paragraaf 2. De woorden "... die met redenen wordt omkleed ..." staan niet in de Franse tekst.

Het zou beter zijn de derde volzin van paragraaf 2, tweede lid, als volgt te stellen :

"Indien het advies niet binnen de gestelde termijn is verstrekt, wordt eraan voorbijgegaan".

.../...

3. De tekst van paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 3. De adviezen en voorstellen van de Raad worden geformuleerd in de vorm van verslagen waarin de verschillende standpunten worden vermeld die in zijn midden, in voltallige zitting of door de sociale en de economische kamer afzonderlijk, zijn uiteengezet".

4. Paragraaf 4 is, in zoverre erin wordt bepaald dat "De ... Executieve ... bij besluit de adviserende bevoegdheid van de Raad (kan) uitbreiden" in strijd met het beginsel van de specialiteit van de rechtspersonen en met de autonomie die deze genieten bij de uitoefening van hun activiteit. Bij ontstentenis van een bijzondere machtiging in de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zou alleen een ordonnantie de opdracht van een rechtspersoon kunnen verruimen.

Daarbij komt nog dat de bevoegdheden van de Raad, zoals daarin wordt voorzien, zo ruim zijn dat het niet duidelijk is hoe zij nog zouden kunnen worden uitgebreid.

Artikel 8.

Volgens artikel 8 treedt de Raad op als overlegorgaan tussen de sociale gesprekspartners en de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

.../...

De Raad kan niet de plaats zijn waar overleg wordt georganiseerd, omdat de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve er geen deel van uitmaakt.

Het zou beter zijn om zoals in artikel 5 van het bovenvermelde decreet van de Waalse Gewestraad van 25 mei 1983 en in artikel 7 van het eerdergenoemde koninklijk besluit van 27 juli 1988 te schrijven : "De Raad organiseert het overleg ..." (1).

Artikel 9.

1. Het beginsel van de wettigheid dat geldt voor de oprichting en de werking van publiekrechtelijke rechtspersonen vereist dat de ordonnantie zelf voorziet in de organen waardoor de rechtspersoon zijn taak vervult; de bepaling onder 2° is in strijd met dat beginsel. Bovendien is de overdracht van bevoegdheid in paragraaf 1, 6°, zodanig vaag dat ze afbreuk doet aan de prerogatieven van de Hoofdstedelijke Raad.

2. De verwijzing in paragraaf 1, 10°, naar artikel 3, § 5, is verkeerd en die naar artikel 11 onnauwkeurig. De gemachtigde van de Executieve is het ermee eens dat ze moeten worden vervangen door verwijzingen naar artikel 3, § 6, en naar

(1) Zie ook opmerking nr. 1 bij artikel 4.

artikel 11, § 4. Bovendien moeten de woorden "overeenkomstig artikels" worden vervangen door de woorden "krachtens de artikelen".

3. Voor de bepaling onder 11° wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 10.

4. In verband met paragraaf 1, 12°, heeft de steller van het ontwerp de volgende uitleg verstrekt :

"Le personnel du Conseil économique et social fera partie de la future administration bruxelloise en cours de restructuration.

La notion d'encadrement administratif doit donc être comprise dans un sens restreint, dans la mesure où les conditions de nomination et de promotion dépendront de l'administration régionale. Toutefois, la direction sur le personnel en terme d'organisation du travail, pourra être arrêtée par le Conseil, dans son règlement organique. Il s'agit notamment des horaires, des définitions des missions, des affectations".

Deze tekst is niet in overeenstemming met de tekst van de bepaling onder 12° en evenmin met de commentaar die erbij is gegeven.

Als de tekst moet worden begrepen in het licht van de door de steller van het ontwerp verstrekte uitleg, is de bepaling onder 12° in strijd met de autonomie van het beheer van een rechtspersoon. Als de Economische en Sociale Raad over eigen personeel moet beschikken, zou de ordonnantie aan de Executieve de bevoegdheid kunnen verlenen om het administratieve statuut en

.../...

de bezoldigingsregeling van dat personeel alsook de personeelsformatie vast te stellen.

Daaruit volgt dat het artikel moet worden herzien, vooral de teksten onder 2°, 6°, 9°, 10° tot 12°.

Artikel 10.

Deze bepaling is door de steller van het ontwerp gecommenterieerd als volgt :

.../...

"Il s'agit de créer un observatoire permanent, dont la mission consiste à repérer les entreprises bruxelloises qui sont sur le point de déplacer leur siège d'exploitation, avec toutes les conséquences qu'un tel départ est susceptible de créer sur l'emploi bruxellois.

C'est donc bien le siège d'exploitation qui est visé.

La Commission instaurée devra informer l'Exécutif bruxellois et formuler toutes propositions de nature à maintenir l'activité de l'entreprise dans la Région de Bruxelles-Capitale.

L'éventail des mesures que l'Exécutif pourra prendre, soit sur proposition du Conseil, soit d'initiative, est extrêmement large.

Sont notamment visés :

- l'octroi de subsides à l'investissement dans le cadre des lois d'expansion économique;
- la mise à disposition de terrains industriels, par bail emphytéotique à canon modéré à l'intervention de la S.D.R.B.;
- tout mode d'aide directe ou indirecte de la Région dans le cadre de la législation en matière d'expansion économique.

Cette commission aura en quelque sorte le double rôle d'antenne pour les pouvoirs publics et d'intermédiaire entre ceux-ci et les entreprises".

Die bedoelingen zouden beter worden verwoord als volgt :

.../...

"De Raad richt in zijn midden een vaste commissie op, "... genoemd (1); de Raad stelt de samenstelling en de werking ervan vast.

De commissie heeft tot doel de Raad en de Executieve op de hoogte te brengen van plannen om vestigingen van bedrijven die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest liggen, over te brengen naar een plaats buiten het Gewest; de commissie doet ter attentie van de Executieve voorstellen om zulke operaties te voorkomen en treedt met dat doel op als tussenschakel tussen de overheid en de betrokken bedrijven".

Artikel 11.

Het tweede lid van paragraaf 1 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"De kamers bestaan uit twaalf leden, waarbij elke in artikel 3, § 1, bedoelde categorie paritair vertegenwoordigd is".

Artikel 12 (nieuw).

Om uitdrukking te geven aan de bedoelingen die de steller van het ontwerp in zijn brief van 29 oktober 1991 te kennen heeft gegeven, dient een artikel te worden ingevoegd dat

(1) De uitdrukking "voor de opvolging van de Brusselse ondernemingen op weg naar delocalisatie" is uit den boze. Het woord "delocalisatie" behoort trouwens niet tot de woordenschat.

de wijze regelt waarop de rechtspersoon in recht wordt vertegenwoordigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 12. De voorzitter vertegenwoordigt de Raad in gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen. De vorderingen van de Raad, als eiser of als verweerder, worden ingesteld in naam van het bestuur, op verzoek van de voorzitter. Deze stelt de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen in : hij stelt alle daden van bewaring of van stuiting van de verjaring".

Artikel 14 (nieuw).

Er dient een artikel te worden ingevoegd, luidende :

Art. 14. Het koninklijk besluit van 27 juli 1988 tot oprichting van een Brusselse Gewestelijke Economische en Sociale Raad, wordt opgeheven".

SLOTOPMERKING.

In dit advies heeft de Raad van State moeten vaststellen dat verscheidene bepalingen van de ontworpen ordonnantie nauwelijks in overeenstemming zijn of zelfs in tegen

.../...

spraak lijken met de beginselen die gelden voor de rechtspersoonlijkheid die de stellers van het ontwerp willen verlenen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Economische en Sociale Raad. Zo werd opgemerkt dat de beginselen van de wettigheid, de specialiteit en de autonomie van de rechtspersoon in de weg staan aan de aanstelling van een voorzitter buiten de Raad (artikel 4), aan de uitbreiding bij besluit van de aan de Raad verleende bevoegdheden (artikel 7, § 4), aan de vaststelling in een organiek reglement van de organen die voor de Raad nodig zijn om zijn taken te vervullen (artikel 9, § 1, 2°) alsook aan de uitsluiting van de indienstneming door de Raad van eigen administratief personeel (commentaar van de steller van het ontwerp bij artikel 9, § 1, 12°).

Die bezwaren zouden kunnen wegvallen als de Raad waarvan de oprichting wordt gepland, niet langer zou worden opgevat als een afzonderlijk rechtspersoon, maar de vorm zou aannemen van een collateraal adviesorgaan, ingesteld bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. Zonder afbreuk te doen aan de functionele onafhankelijkheid of aan de uitoefening van de advies-, studie- of overlegtaken, zou het ontbreken van rechtspersoonlijkheid immers de hinderpalen wegnemen die de inachtneming van de beginselen van de rechtspersoonlijkheid in dit geval doet ontstaan.

De oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Economische en Sociale Raad als collateraal orgaan zonder rechtspersoonlijkheid zou uiteraard tot gevolg hebben dat verscheidene bepalingen van het ontwerp zouden moeten worden herzien. Zo zou elke verwijzing naar het instellen van rechtsvor-

.../...

deringen moeten wegvallen. Ook zou de jaarlijkse dotatie bedoeld in artikel 12 moeten worden voorgesteld als een gewone post op de begroting van het Gewest die geen eigendomsoverdracht ten voordele van de Raad meebrengt.

DV.

- 28 -

L. 21.119/2.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :président de chambre,
kamervoorzitter,Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE

Madame : R. DERROY,
Mevrouw :greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DERROY.

J.-J. STRYCKMANS.